

# Systeme de gestion des deniers publics

## Un acquis à protéger jalousement

**Rumeur, diffamation,  
injure...**

Jean-Fidèle Otandault  
victime de ce mal  
gabonais p5



# Systeme de gestion des deniers publics

## 2 Un acquis à protéger jalousement

---

Publié le 27 novembre 2016  
[www.ledefigabon.com](http://www.ledefigabon.com)

---

Ceux qui avaient prédit la banqueroute du Gabon pensaient avoir raison en se basant sur deux paramètres : la chute des prix du pétrole qui mettent du temps à remonter à un niveau viable pour l'économie, d'une part, et les dépenses publiques non maîtrisées sur fond de gabegie et de détournement, d'autre part.

Ils ont raison sur le premier, mais se sont lourdement trompés sur le second. La bonne gouvernance est devenue une réalité pour les finances de l'Etat. C'est indéniable, on la voit dans la budgétisation par objectif, le contrôle des dépenses et un assainissement profond des marchés publics.

L'Etat gabonais, par le biais de la Direction Générale du Budget et des Finances Publiques, pilotée par Jean Fidèle Otandault, a pu mettre fin à des failles systémiques qui permettaient à certains de se servir dans les caisses publiques, de bénéficier de nombreux avantages indus, d'accorder des marchés publics à des entreprises qui étaient loin d'être le mieux ou moins disant.

Ces réformes ont fait des mécontents et ont valu au président Ali Bongo Ondimba des retournements de veste de la part d'anciens amis et alliés, frustrés de voir leurs ressources frauduleuses supprimées.

### **La DGBFIP a montré son efficience**

Si la bonne gestion des deniers de l'Etat gabonais a pu être mise en œuvre ces dernières années, c'est que la coordination des différentes actions a été efficace. Une seule et grande direction s'est en effet occupée du budget de l'Etat, des dépenses publiques et des marchés publics.

Les ordonnateurs budgétaires sont responsabilisés et surveillés. Chaque poste de dépense



est à justifier non seulement par l'existence des travaux, de l'achat ou de la prestation, mais aussi par le résultat et les réalisations liés aux objectifs.

Une budgétisation rationnelle, une exécution budgétaire optimisée et contrôlée, c'est l'objectif de Jean Fidèle Otandault à la tête de la DGBFIP afin de permettre à l'Etat de disposer de fonds suffisants pour fonctionner dans une période de crise pétrolière qui s'éternise. La structure mise en place a montré son efficacité et sa rigueur pour améliorer le système.

### **Le ministre doit montrer l'exemple**

Ainsi, il est tout à fait légitime que de nombreuses voix s'élèvent afin de protéger les acquis en matière de gouvernance financière. Et les changements récents au plan gouvernemental doivent aller dans ce sens. Les différents clans, qu'ils soient du Haut-Ogoouée ou d'autres provinces du pays, doivent savoir qu'ils risquent gros en essayant de renverser cette tendance.

Le Gabon en a terminé avec cette très mauvaise pratique qu'est la prédation des deniers publics par des petits groupes de rapaces. Ses partenaires techniques et financiers, à l'instar

du Fonds Monétaire International, suivent de près l'évolution de la situation et ne manqueront pas de réagir vigoureusement en cas de faux pas.

Raison pour laquelle les observateurs des affaires nationales sont unanimes : cette tentative de déstabilisation du chef de la DGBFIP par des manœuvres machiavéliques risque de mettre le pays à genou.

Mathias Otounga Ossibadjou a choisi de faire de la lutte contre la corruption son cheval de bataille. Une option louable qui exige que le premier responsable montre l'exemple. Il n'est pas le ministre d'une province ou d'un groupe d'amis. Il est le patron d'un département dont la mission est de contribuer à l'amélioration du bien-être de tous les Gabonais.





# Fonds Monétaire International Optimiste mais aussi très vigilant

Publié le 24 novembre 2016  
[www.ledefigabon.com](http://www.ledefigabon.com)

Dans le cadre de la diversification économique engagée pour faire face à la crise pétrolière, le gouvernement a reçu la visite d'une mission du Fonds Monétaire International afin d'identifier les mesures envisageables qu'impose la situation économique actuelle.

A l'issue des échanges avec les autorités, le représentant du FMI, Alex Segura-Ubierno, s'est montré optimiste sur l'évolution de notre économie et les mesures prises par les responsables. Il apparaît que malgré le contexte de conjoncture internationale et la baisse des recettes liées au pétrole, la situation économique du Gabon est ne devrait pas inquiéter outre mesure.

Selon lui, les efforts du Gabon dans les secteurs de l'agriculture, du bois et des services sont de nature à atténuer les conséquences du choc brutal des cours du pétrole. Il encourage donc le pays à poursuivre le processus d'ajustement budgétaire en cours et aller encore plus loin dans les réformes engagées dans ce sens.

Le département Afrique du FMI souhaite même que le bon exemple du Gabon puisse servir d'exemple dans les autres pays de la sous-région. Un exemple qui inclut les efforts déployés ces dernières années pour remettre le pays sur les rails de la bonne gouvernance financière.

Cette précision s'impose dans un contexte où selon des informations, certains seraient tentés de provoquer un « bouleversement structurel » dans le but d'instaurer un système de gestion d'un autre âge marqué par les gabelles et les prédations.

Et au Gabon comme dans d'autres pays, il faut savoir que le FMI reste très vigilant pour que ce genre de dérive ne se reproduise plus. Avec la chute du brut et les autres difficultés économiques, notre pays ne peut pas se permettre d'être sanctionné par nos principaux partenaires financiers internationaux.



# Rumeur, diffamation, injure...

## Jean-Fidèle Otandault victime de ce mal gabonais

Publié le 25 novembre 2016  
[www.ledefigabon.com](http://www.ledefigabon.com)

**S**'il y a des gens qui s'occupent de la direction du pays avec patriotisme et abnégation, d'autres ne sont là que pour de sombres desseins. C'est pour ceux-là qu'un vif rappel à l'ordre s'impose.

Au Gabon, la politique et la gouvernance publique sont aussi un milieu où la diffamation, l'injure, le mensonge, la rumeur et la trahison sont répandus, et le respect trouve difficilement une place. La bassesse, la turpitude, la dis-

simulation, la filouterie et la perfidie se conjuguent toujours pour accoucher très souvent la forfaiture. Certains appellent cela le mal gabonais.

Jean-Fidèle Otandault, directeur général de la Direction Générale du Budget et des Finances Publiques vient d'en faire l'amer expérience. Des folles rumeurs pour le discréditer ont été propagées. Dernièrement, il a dû même démentir formellement l'information balancée sans recoupement selon laquelle il a



été suspendu de ses fonctions.

Le Gabon n'a rien à gagner et a tout à perdre en laissant ce genre de cancer se développer. Il est temps de mettre un terme à ce phénomène qui est en train de couler le pays.

Depuis qu'il est à la tête de la DGBFIP, Jean-Fidèle Otandault n'a jamais cessé de fournir des efforts surhumains pour instaurer la bonne gouvernance financière dans le pays. Mais apparemment, les acquis obtenus dans ce domaine ont des ennemis farouches.

Mais que ces ennemis du développement du Gabon sachent que les finances publiques ne sont pas une affaire de clan. C'est une question d'intérêt national. Et les ambitions du chef de l'Etat pour l'émergence du Gabon ne seront jamais réalisées si l'on ne combat pas ce mal à la racine.

# Lutte contre la vie chère

## Le combat continue

Publié le 23 novembre 2016  
www.ledefigabon.com



6

**L**es spécialistes ont fait comprendre qu'il existe au moins trois raisons majeures à l'origine de la hausse des prix à la consommation au Gabon, à savoir le relâchement de la surveillance et l'inefficacité des contrôles administratifs, les dysfonctionnements dans le circuit de distribution, et le caractère non opérationnel de la cellule mise en place chargée de lutter contre la vie chère.

C'est sur ce constat que les responsables intervenant dans la chaîne des prix se sont retrouvés dernièrement, autour du ministre délégué à l'Economie, Pascal Houangni Ambouroué. Le but de cette rencontre était de trouver les moyens pour améliorer l'efficacité des actions en vue de soulager le panier de la ménagère.

Notons que des mesures fortes ont déjà été prises dans ce domaine dont l'élaboration de facilités au niveau de l'Office des ports et rades du Gabon (Oprag). Une initiative qui vise essentiellement les produits de première nécessité.

Ainsi, il a été procédé une baisse de 20% sur le tarif des produits de base les plus consommés par la population. La deuxième action que les responsables sont en train de mener est de voir comment instaurer une tarification à la boîte, et la troisième action vise à ouvrir le marché de livraison des conteneurs. Selon Rigobert Ikambouayat Ndéka, directeur général de l'Oprag, cela devrait induire des baisses qui évolueraient entre 15 et 20%.

Un responsable du Conseil gabonais des chargeurs (CGC) a indiqué pour sa part qu'il était nécessaire de faire le point sur les dispositions prises par toutes les administrations concernant le problème de la vie chère, et les attentes des Gabonais par rapport à la baisse des coûts des produits de première nécessité.

A savoir que cette entité a, en 2016, concédé une baisse de 4% sur tous les droits de trafic des cargaisons qui rentrent au Gabon.



# Francophonie économique

## Un projet porté par le Gabon

Publié le 26 novembre 2016  
[www.ledefigabon.com](http://www.ledefigabon.com)

**L**e Président de la République, Ali Bongo Ondimba, portera la voix du Gabon au XVI<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie organisé cette année dans la capitale malgache Antananarivo. Membre fondateur de l'Organisation Internationale de la Francophonie, le Gabon travaille main dans la main avec ce partenaire historique, notamment dans le cadre de sa politique de promotion des jeunes et de l'entrepreneuriat menée par le chef de l'Etat.

Plus que jamais, le Gabon souhaite être le fer de lance de la Francophonie économique et ainsi accélérer son développement, au bénéfice de tous les Gabonais. Rappelons que le président Ali Bongo Ondimba est arrivé à Madagascar ce vendredi pour participer à ce Sommet aux côtés d'une trentaine de chefs d'Etat.

L'espace francophone en effet pourrait et devrait être un bassin intéressant pour la création d'emplois, un marché à conquérir, mais également une source d'expériences à s'inspirer.

Le potentiel économique de la Francophonie n'est pas négligeable. En 2010, « les pays membres et observateurs de l'OIF représentait 14% de la population mondiale, 14% de revenu national brut mondial », signale le Sommet de Dakar en 2014. Elle représente également les 20% des échanges mondiaux des marchandises.



Gaston Ramenason, président du Forum Francophone des Affaires (AFA) apporte un autre argument à faire valoir pour une mise en commun des expériences et des atouts de tout un chacun face à la « tendance mondiale aux mutations ». « La Chine est en mutation, les Etats-Unis sont en mutation ... la mutation est partout. Tout le monde réfléchit à cette mutation et il faut également le faire avec les autres sinon on est dépassé », alerte-t-il.

Michaëlle Jean, Secrétaire générale de la Francophonie, insiste sur le principe de mise en commun des atouts. Elle parle de « réseautage » afin de profiter des expériences des uns et des autres en matière de ressources qu'elles soient financière, humaine ou technique afin de pouvoir « gagner du temps ». « Développons une plateforme d'échanges (...) et rassembler les solutions et les moyens pour agir », milite-t-elle avant de lancer la réflexion concernant la mise en réseau des petites et moyennes entreprises.

# Gabon – OIF

## Accord signé en faveur de l'emploi



8

Publié le 27 novembre 2016  
www.ledefigabon.com

**A** l'occasion du XVI<sup>e</sup> Sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie, le ministre des Affaires Etrangères, Pacôme Moubelet Boubeya, a signé avec l'Organisation Internationale de la Francophonie un accord-cadre afin de créer un programme visant à favoriser la création de nouveaux emplois par le développement de l'entrepreneuriat dans des secteurs à fort potentiel.

Destiné en priorité aux Gabonaises et aux jeunes Gabonais, ce programme repose sur 3 axes : le renforcement et le développement des structures d'accompagnement des entrepreneurs, l'amélioration de l'environnement entrepreneurial en facilitant la création d'entreprises formelles et l'accès aux aides, et le soutien à la création des plateformes et des réseaux rassemblant tous les acteurs concernés afin de permettre un échange régulier des

expériences et bonnes pratiques

Ce nouvel exemple de coopération avec l'OIF s'ajoute aux nombreux efforts fournis par le gouvernement gabonais afin de faire de l'entrepreneuriat une priorité nationale. Rappelons que dans le cadre du Sommet de la Francophonie, qui se tient à Madagascar depuis hier samedi, le président Ali Bongo Ondimba a activement plaidé en faveur d'une francophonie économique.

« J'appelle les chefs d'Etat et de gouvernement de la Francophonie réunis ce jour à unir leurs voix et leurs actes pour une croissance partagée et un développement durable. Ce XVI<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie est plus qu'une rencontre : c'est une opportunité majeure de renforcer la prospérité de nos nations et la réussite de nos peuples », a déclaré le numéro un gabonais.